

## H II 1 – Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne de 1875 à nos jours.

*A la fin du XIXe siècle, grâce à son unification, l'Allemagne devient progressivement la première puissance industrielle européenne et s'urbanise rapidement, conduisant à l'augmentation des effectifs des ouvriers : 8,5 millions en 1910 contre 4 millions en 1882. Ceux-ci cherchent à s'organiser autour de partis politiques et de syndicats défendant leurs intérêts. Le socialisme des origines est inspiré par Marx qui prône la Révolution. Celle-ci est rapidement abandonnée par les socialistes allemands préférant les réformes progressives. Encore aujourd'hui et malgré d'importants changements politiques, l'Allemagne dispose d'un mouvement ouvrier actif.*

*Quels sont les partis et syndicats soutenant les ouvriers ? Comment socialisme et communisme ont-ils évolué dans une Allemagne qui a connu de grands changements politiques au cours du XXe siècle ?*

*De 1875 à 1918, les premiers partis et syndicats ouvriers font leur apparition. Puis, jusqu'en 1945, ils se divisent face à la montée du nazisme. Ensuite, de 1945 à aujourd'hui, ils témoignent des évolutions politiques que connaît l'Allemagne sur la période. Enfin, cette évolution constitue un bon exemple des transformations des partis et syndicats ouvriers européens.*

### **Définitions :**

**Socialisme** : Doctrine qui s'oppose au libéralisme économique et qui a pour projet de lutter contre les injustices sociales et de changer la société, soit par la voie révolutionnaire, soit par la voie des réformes. Le terme socialiste s'applique aux partis privilégiant cette deuxième voie après 1917.

**Communisme** : Idéologie politique créée par K. Marx et F. Engels désignant une société sans classe sociale, sans Etat, sans propriété privée. Le capitalisme étant voué à l'échec de par la lutte des classes qui le structure, Marx préconise une prise de pouvoir révolutionnaire des ouvriers afin d'établir une dictature temporaire ; à l'issue de ce processus une société communiste doit advenir.

**Syndicalisme** : Organisation qui a pour but de défendre les droits d'une profession, d'un secteur d'activité à travers différents modes d'action (grèves, occupations d'usines, manifestations, soutien financier aux travailleurs,...)

**Allemagne** : Pas besoin de définir mais avoir en tête la chronologie.

L'Empire Allemand est créé à la suite de la guerre franco-prusse, le 18 janvier 1871, fédérant, sous l'impulsion du Royaume de Prusse et d'Otto von Bismarck, d'autres Royaumes, principautés et villes libres (Bavière, Saxe,...)

L'empire est un régime autoritaire où le Reichstag a peu de pouvoir, et ce régime s'effondre lors de pressions révolutionnaires accompagnant la défaite en novembre 1918.

La République de Weimar tente de s'imposer de 1918 jusqu'à l'avènement d'Hitler en 1933. Cette république est notamment déstabilisée par la manque d'entente entre socialistes et communistes, ce qui ne permet pas une lutte efficace contre le nazisme.

Le IIIe Reich nazi est suivi d'une courte période d'occupation par les forces alliées de 1945 à 1949, à l'issue de laquelle deux entités distinctes vont perdurer durant la « guerre froide », de 1949 à la réunification en 1990, la République Démocratique Allemande dans l'Est soviétique, et la République Fédérale Allemande dans l'Ouest.

# Chronologie

## Histoire politique de l'Allemagne

1870-1918 : Empire allemand

1918-1933 : République de Weimar

1933-1945 : III<sup>e</sup> Reich (Hitler au pouvoir)

1945-1949 : Occupation alliée

1949-1989 : Division de l'Allemagne en deux États

Depuis 1990 : Réunification de l'Allemagne

## Histoire du mouvement socialiste

1875 : Congrès de Gotha et fondation du Parti Socialiste Allemand

1891 : Congrès d'Erfurt et fondation du SPD

1892 : Création de la Commission générale des syndicats

1918 : Naissance du Parti communiste allemand (KPD)

1933 : Hitler interdit le SPD, le KPD et les syndicats.

1946 : Refondation du SPD à l'ouest de l'Allemagne.

1946 : Création du SED à l'est.

## En RDA

1949-1989 : Dictature du SED

## En RFA

1949 : Fondation de la centrale syndicale DGB

1959 : Congrès de Bad-Godesberg ; le SPD renonce à l'idéologie marxiste.

1969-1974 : Willy Brandt (SPD) chancelier.

1974-1982 : Helmut Schmidt (SPD) chancelier.

## Depuis 1990, une Allemagne réunifiée

1990 : Le SED devient le PDS.

1998-2005 : Schroeder (SPD) chancelier.

2003-2005 : Lois HARTZ (Agenda 2010).

2007 : Fondation de *Die Linke*.

# I. La construction du mouvement ouvrier allemand (1875-1914).

*La croissance industrielle aboutit à la formation d'une classe ouvrière et malgré l'opposition du régime, le mouvement ouvrier s'organise et devient un acteur important de la vie politique allemande à la veille de la Première Guerre mondiale.*

## A. Les débuts d'un mouvement ouvrier.

Sur le plan politique, le mouvement ouvrier s'organise à travers plusieurs partis politiques, héritiers des théories de Friedrich Engels et Karl Marx.

Tout d'abord, Ferdinand Lassalle (1825-1864) fonde, en 1863, l'Association Générale des Travailleurs Allemands (ADAV - Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein). Ce parti rompt avec les thèses de Marx et Engels, en défendant l'idée d'une libération de la classe ouvrière par le suffrage universel et la conquête pacifique du pouvoir.

Plus tardivement, August Bebel et Wilhelm Liebknecht rejettent les idées de Lassalle et souhaitent appliquer le programme marxiste : conquête du pouvoir par la force et mutation révolutionnaire de la société. En 1869, ils fondent le Parti Social-Démocrate des Travailleurs (SDAP - Sozialdemokratische Arbeiterpartei). La division politique du mouvement ouvrier affaiblit son efficacité.

Aussi, sous l'influence de Liebknecht, les deux partis fusionnent, en 1875, lors du congrès de Gotha pour former le Parti Socialiste des Travailleurs (SAP - Sozialistische Arbeiterpartei). Son programme constitue une synthèse difficile des doctrines de l'ADAV et du SDAP : il prône la révolution mais renonce à l'expropriation des moyens de production du capital et accepte de participer à la vie politique, en demandant des réformes sociales. Ce compromis permet un rapide succès auprès des travailleurs malgré les critiques sévères venant des marxistes.

Dans le domaine du travail, les deux courants politiques tentent d'organiser des syndicats destinés à améliorer la vie des travailleurs. Par exemple, en 1868, l'ADAV fonde la Ligue des Syndicats Allemands (ADG - Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund). Après 1875, des syndicats « libres », liés au SAP et dirigés par des membres du SAP, se développent par branche d'activités, en particulier dans la métallurgie, l'imprimerie et les mines. Là encore, l'idéologie des syndicats est révolutionnaire mais la pratique est réformiste : ces syndicats préfèrent la négociation avec le patronat et ne recourent à la grève qu'en dernier recours.

D'autres syndicats non socialistes sont fondés comme des syndicats chrétiens ou des syndicats libéraux. Mais, ces syndicats sont moins puissants que les syndicats socialistes.

*C'est donc en Allemagne qu'est fondé le premier grand parti socialiste. Celui-ci cherche à faire la synthèse entre les courants révolutionnaire et réformiste du socialisme en s'accordant sur la nécessité de défendre les intérêts des travailleurs face à un régime politique autoritaire, l'empire.*

## B. L'opposition du pouvoir et la naissance de la social-démocratie.

Le chancelier Bismarck (1815-1898) qui gouverne l'empire allemand pour Guillaume I<sup>er</sup>, puis son petit-fils Guillaume II, considère les socialistes comme des ennemis pour l'empire en raison de leur nombre croissant, de leur organisation mais aussi en raison de leur opposition à la guerre franco-prussienne de 1870-1871.

Profitant de deux tentatives d'assassinat sur l'empereur, dont une par un ex-socialiste, le 21 octobre 1878, Bismarck met en place des lois « antisocialistes » pour « mener une

guerre d'anéantissement au moyen de la loi, qui toucherait les associations, les rassemblements, la presse socialistes ainsi que la liberté de circulation de leurs membres ».

Par conséquent, le SAP est interdit et nombre de ses dirigeants sont contraints à l'exil. 1 300 publications sont interdites, 1 500 personnes condamnées. Pour éviter d'éventuels conflits sociaux et pour juguler la crise boursière de 1873, Bismarck complète ces lois par la mise en place de réformes sociales afin de prouver aux travailleurs que l'Etat peut aussi bien les protéger que les partis et syndicats socialistes.

Sont alors mises en place une assurance-maladie en 1883, une assurance contre les accidents du travail en 1884, une assurance-vieillesse et une assurance contre l'invalidité en 1889. Pourtant, les socialistes, par l'intermédiaire de candidatures individuelles, réussissent à se faire élire dans les communes et au *Reichstag* en raison d'un profond enracinement dans la classe ouvrière. Lorsque, en 1890, Bismarck quitte le pouvoir, les lois antisocialistes sont retirées ; les partis et syndicats socialistes peuvent pleinement se développer.

En 1890, le SAP se réforme et prend le nom de Parti Social-Démocrate (SPD - Sozialdemokratische Partei Deutschlands). L'année suivante, au congrès d'Erfurt en 1891, le SPD adopte un programme politique à connotation marxiste mais, autour d'Eduard Bernstein, se développe un courant proposant une révision du marxisme.

Une nouvelle fois, c'est une synthèse entre le marxisme et le réformisme qui guide l'action du SPD. La lutte des classes est mise de côté au profit de l'action démocratique qui doit permettre l'amélioration du quotidien des prolétaires grâce à des réformes, votées par une bourgeoisie soucieuse du peuple. La préparation de la révolution n'est pas abandonnée mais passe au second plan. Cette stratégie permet une progression des socialistes aux élections : en 1871 le SAP obtient 100 000 voix, en 1890 le SPD atteint 1, 5 millions puis en 1912 4,2 millions, faisant du SPD le premier parti d'Allemagne. Ces progrès sont aussi dus à un élargissement de sa base aux intellectuels et aux salariés.

Sous l'influence du SPD, les syndicats se reconstruisent aussi avec la création, en 1892, de la Confédération Allemande des Syndicats (GGD - Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands) rassemblant tous les syndicats socialistes. Elle dispose de 278 000 adhérents en 1892 et atteint 2,5 millions en 1913. La majorité des syndiqués appartiennent au SPD. Celui-ci soutient les grèves qui permettent d'obtenir d'importantes améliorations des conditions de travail (premières conventions collectives en 1902 ç-à-d accords négociés entre syndicat et patronat pour améliorer les conditions de travail, doublement du revenu des salariés entre 1899 et 1913, mouvement des mineurs de la Ruhr en 1905)

*Dans un premier temps, le pouvoir a cherché à réduire l'influence socialiste en interdisant les organisations socialistes et en offrant lui-même des avancées sociales. Mais, le mouvement ouvrier se reconstitue très vite en raison d'un fort enracinement social.*

## C. Une contre-société ouvrière au bord de la division en 1914.

Autour du noyau parti SPD / confédération syndicale GGD, de nombreuses autres organisations gravitent permettant de développer un sentiment d'appartenance chez les travailleurs et de créer une « contre-société socialiste ». Tout d'abord, le « troisième pilier du gouvernement ouvrier » est formé par des coopératives de consommation qui permettent à leurs 1,3 millions de membres, en 1911, de s'approvisionner à moindre coût en dehors des circuits commerciaux classiques.

Il existe aussi des associations culturelles (bibliothèques, théâtre, chorale, orchestres) ou sportives, des écoles et des dispensaires tous financés par les cotisations des syndiqués. De nombreux salariés du SPD encadrent ces différentes structures. Enfin, une presse de masse se développe, en particulier le journal officiel du SPD (*Vorwärts*). La réussite du SPD constitue

une référence pour les mouvements socialistes étrangers qui cherchent à en copier le fonctionnement.

Cependant, derrière cette unité, une division persiste entre les révisionnistes suivant les idées de Bernstein et qui deviennent dominants au sein du SPD et les révolutionnaires marxistes défendant les principes de départ du SPD. Le premier groupe pousse le SPD à adhérer à la Deuxième Internationale Socialiste et à privilégier la négociation ainsi que la participation à la vie politique. Tandis que le second groupe rejette le parlementarisme, l'alliance avec les partis bourgeois et le nationalisme. Pour eux, seule la grève générale révolutionnaire peut répondre aux besoins des travailleurs.

*Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne entre de plein pied dans la révolution industrielle, provoquant le développement d'une nouvelle classe sociale ouvrière qui cherche à défendre ses intérêts en créant parti politique et syndicat. Malgré l'opposition du pouvoir, ce mouvement ouvrier devient de plus en plus puissant au point d'être la première force politique d'Allemagne en 1914. Cette puissance politique lui permet de développer une véritable société ouvrière. Cependant, des tensions fortes persistent dans ce mouvement, en particulier quant à la question de la guerre.*

## II. Socialisme et communisme, de 1914 à 1945.

*La Première Guerre mondiale va provoquer la séparation entre le SPD, qui soutient la guerre puis le régime de Weimar, et l'USPD, communiste, qui rejette l'une comme l'autre. La crise des années 30 puis la montée du nazisme vont accroître ces divisions.*

### A. Un socialisme divisé par la Première Guerre mondiale.

Les débuts de la Première Guerre mondiale avivent les tensions au sein du SPD. Dans un premier temps, le SPD appelle au pacifisme et menace d'une grève générale pour empêcher la guerre. Mais, par patriotisme, il renonce à la grève générale, demandée par l'Internationale ouvrière, et accepte de rejoindre l'Union sacrée (*Burgfrieden*) proposée par le *kaiser* Guillaume II. Le SPD soutient l'effort de guerre en espérant obtenir plus de droits pour les travailleurs après la victoire. S'il reste fidèle à l'Union sacrée, le SPD espère une paix honorable, sans annexion ni indemnités.

Cependant, une minorité au sein du SPD refuse l'Union sacrée au nom du marxisme internationaliste et pacifiste. Ils sont exclus du SPD, fin 1916, et parfois emprisonnés pour pacifisme. Menés par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, fils du fondateur du SPD, ces dissidents fondent la ligue spartakiste (*Spartakusbund*), en 1915, puis rejoignent le parti social-démocrate indépendant (USPD - *Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), fondé le 6 avril 1917, tout en conservant leurs propres orientations politiques. La situation militaire désastreuse et la misère provoquent une vague insurrectionnelle qui débute, le 29 octobre 1918, par la mutinerie des marins de Kiel qui refusent de combattre la *Royal Navy* et arborent le drapeau rouge. Le 8 novembre 1918, le socialiste Eisner proclame la République socialiste de Bavière. Enfin, alors que le *kaiser* Guillaume II abdique, à Berlin, le SPD proclame la République depuis le *Reichstag* tandis que l'USPD fait de même mais depuis l'Hôtel-de-Ville, le 9 novembre 1918.

*Le SPD soutient l'effort de guerre tandis que l'USPD s'y oppose. En 1918, se pose la question du nouveau régime : dictature prolétarienne pour l'USPD ou démocratie parlementaire pour le SPD ?*

## B. Une République parlementaire dominée par le SPD.

Dans un premier temps, le SPD et l'USPD travaillent de concert pour établir une république parlementaire allant même jusqu'à s'allier avec les élites traditionnelles. Le gouvernement provisoire est dirigé par un membre du SPD, Friedrich Ebert, et composé à égalité de membres du SPD et de l'USPD. Le patronat obtient de la GGD la non participation à la révolution en échange d'importantes concessions patronales, en particulier la reconnaissance du syndicat comme représentant officiel des salariés ; ce sont les accords Stinnes-Legien du 15 novembre 1918.

Face à cette situation, les spartakistes fondent le Parti Communiste Allemand (KPD - *Kommunistische Partei Deutschlands*), le 30 décembre 1918, et soutiennent une agitation révolutionnaire de type bolchévique pour prendre le pouvoir. Finalement, le gouvernement social-démocrate décide d'écraser les spartakistes. C'est la « semaine sanglante », du 6 au 13 janvier 1919, pendant laquelle 1 200 personnes sont tuées dont les leaders du KPD, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Le 19 janvier 1919 est élue une assemblée constituante dominée par le SPD (37,9% des voix) et, le 11 février 1919, elle confie la présidence à Ebert. La nouvelle République mène une politique socialiste comme le montre la Constitution, adoptée le 31 juillet 1919, qui intègre le syndicalisme.

La République de Weimar est dominée par une coalition de trois partis : centre catholique (*Zentrum*), libéral et social-démocrate du SPD. Il s'agit donc d'un régime de compromis dans lequel le SPD sert de parti pivot. Il lutte contre l'inflation et contre l'occupation militaire la Ruhr par la France (1923-1924).

Surtout, le SPD obtient de nombreuses mesures en faveur des ouvriers : présence de conseils ouvriers dans les entreprises pour discuter des conditions de travail en 1920, augmentation du paiement des heures supplémentaires en 1926, création de l'assurance chômage en 1927, mais aussi l'obligation d'établir des conventions collectives, la journée de 8h, la construction de logements sociaux subventionnés pour les ouvriers... L'action du SPD est relayé par son syndicat, la Confédération Générale Syndicale Allemande (ADGB - *Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund*), fondé le 5 juillet 1919, et qui rassemblera jusqu'à 8,5 millions d'adhérents en 1932. Devant les succès du SPD, l'USPD éclate entre le SPD et le KPD.

Mais, la montée du chômage, à la fin des années 1920, affaiblit le régime et encourage sa contestation.

*Malgré l'opposition du KPD, c'est une république parlementaire qui se met en place en 1919. Comment ce régime favorable aux ouvriers va-t-il survivre à la crise des années 30 ?*

## C. Le mouvement ouvrier face à la crise et à la montée du nazisme.

La République de Weimar est contestée, à sa droite, par les partis nationalistes (monarchiste et nazi) qui lui reprochent la signature du traité de Versailles par la thèse dite du coup de poignard dans le dos, et, à sa gauche, par le KPD critiquant la répression de 1919 et l'abandon de la stratégie révolutionnaire.

Le KPD adopte le modèle communiste soviétique, défini par le *Komintern* ou Troisième Internationale. Il se structure en s'appuyant sur la classe ouvrière par l'intermédiaire de cellules d'usine, d'associations culturelles et sportives, de troupes de théâtre prolétarien et même d'organisations paramilitaires (front rouge des combattants). Ainsi, le KPD rassemble, en 1920, 300 000 adhérents qui peuvent être rapidement mobilisés pour mener une révolution. Le parti communiste organise aussi le Syndicat Révolutionnaire

d'Opposition (RGO – Revolutionäre Gewerkschafts-Opposition) qui tente des grèves insurrectionnelles (Ruhr 1921, Saxe 1923), toutes écrasées par la République de Weimar. A partir de 1928, le *Komintern* fixe contre priorité au KPD la lutte contre le SPD, considéré comme un « parti bourgeois » et comme un « parti social fasciste ».

La crise des années 30 touche fortement l'Allemagne dont la production industrielle baisse de 19% et où le chômage touche 6 millions de travailleurs. Le SPD se trouve dans l'impossibilité d'honorer la nouvelle assurance-chômage créée en 1927. Les ouvriers sont particulièrement touchés par la dépression. Le SPD et ses alliés peinent à trouver des solutions à la crise économique et sociale : le blocage des salaires et des prix conduit à une explosion de l'inflation qui aggrave les conséquences de la crise. Les partis extrémistes, hostiles à la République, progressent tandis que les partis au pouvoir reculent. C'est particulièrement le parti nazi (NSDAP) qui bénéficie le plus de la crise (en 1930, 28 % de membres ouvriers adhérant normalement au SPD ou au KPD). Lors des élections de 1932, le NSDAP devient le premier parti au *Reichstag* avec 33% des voix contre 20,4% pour le SPD et 16,8% pour le KPD.

Les socialistes et communistes sont majoritaires mais leur division va permettre aux nazis de prendre le pouvoir. Malgré des combats de rue entre militants nazis et communistes, le KPD refuse de s'allier au SPD pour stopper la menace du parti d'Hitler car les communistes restent hostiles à la démocratie parlementaire et pensent que la violence nazie permettra la prise de pouvoir du prolétariat. La crise économique est pour eux le signe que le capitalisme est sur le point d'imploser et doit laisser la place selon leurs prévisions à une société communiste.

*SPD et KPD s'oppose quant à la politique à mener face à la crise et au nazisme, ce qui permet l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Comment celui-ci va-t-il traiter le mouvement ouvrier ?*

## D. Le mouvement ouvrier sous le nazisme.

Le 30 janvier 1933, Hitler est nommé chancelier avec la ferme volonté d'éliminer les partis socialistes, accusés de s'opposer à l'unité du peuple. L'incendie du *Reichstag*, dans la nuit du 27 au 28 février 1933, sert de prétexte à la mise en œuvre de son programme. Les nazis dénoncent un complot communiste et procèdent à l'interdiction du KPD. De son côté, le SPD, pourtant conciliant dans un premier temps avec le nouveau pouvoir, est à son tour interdit, le 22 juin 1933, pour avoir refusé de voter les pleins pouvoirs à Hitler. Les principaux dirigeants socialistes et communistes sont assassinés, internés dans les premiers camps de concentration (Dachau) ou contraints à l'exil. 50% des dirigeants communistes auraient été assassinés en octobre 1935 selon Alfred Wahl.

Le mouvement ouvrier est intégré dans l'ordre nazi avec la dissolution des syndicats et leur remplacement par une organisation de type corporatiste, le Front Allemand du Travail (*Deutsche Arbeitsfront*), regroupant patronat et ouvrier. En janvier 1934, la grève est interdite. Les conflits dans les entreprises sont réglés par des militants nazis, élus par les ouvriers sur une liste dressée par le patron.

Les socialistes et communistes tentent de lutter contre le nazisme dans la clandestinité notamment via la diffusion de tracts et journaux, activités extrêmement risquées. (70 % des tracts interceptés en Allemagne par la Gestapo issus de ces deux partis). En Allemagne, la résistance se limite à des actes de résistance limités et les groupes d'opposition sont tous démantelés par la Gestapo, de 1933 à 1936. A l'étranger, le SPD, depuis Londres, et le KPD, depuis Moscou, tentent de maintenir une existence. Cependant, aucun rapprochement n'a lieu entre les deux partis, en dépit du revirement du *Komintern* en faveur des Fronts Populaires en 1934.

Les syndicats adoptent des méthodes d'actions originales : travail au ralenti, changement fréquent d'emploi, réclamation d'augmentation et sabotage.

*Après 1914, le mouvement ouvrier allemand est marqué par de nombreuses divisions conduisant à des tensions parfois violentes entre ses différentes composantes. Ces clivages permettent l'arrivée au pouvoir des nazis qui cherchent à contrôler le mouvement ouvrier en éliminant les autres partis et syndicats. Comment le mouvement ouvrier se reconstruit-il après la chute du nazisme en 1945 ?*

### III. Socialisme et communisme après 1945.

*Après 1945, l'Allemagne est divisée en deux. Le mouvement ouvrier connaît, dans chacune de ces parties, une évolution différente jusqu'à la réunification de l'Allemagne en 1990.*

#### A. En RFA, l'apogée de la social-démocratie.

Dans les trois zones d'occupation occidentales, le SPD et le KPD renaissent dès 1946 mais, dans le contexte de la guerre froide, ces deux partis peinent à retrouver leur importance d'avant le nazisme. Le KPD n'obtient ainsi que 2,5% des voix en 1953 et se voit même interdire en 1956 car il est considéré comme anti-démocratique. Malgré sa ré-autorisation en 1968, il reste peu influent car trop lié à la RDA.

De son côté, le SPD reste trop centré sur les ouvriers et marqué par le marxisme. Ses échecs répétés lors des élections font reculer le nombre de ses adhérents : 875 000 en 1947, 185 000 en 1955. Bien que le SPD ait participé à la rédaction de la Loi fondamentale donnant naissance à la RFA en 1949, ce sont les chrétiens-démocrates de la CDU qui assure le pouvoir. La croissance économique que connaît la RFA au cours des « Trente Glorieuses » et l'arrivée de nouvelles générations à la tête du SPD permettent une remise en cause de l'idéologie du parti.

Au congrès de Bad Godesberg, en 1959, le SPD renonce au marxisme considérant que la révolution n'est plus adaptée aux réalités de la société moderne. A l'inverse, il intègre les valeurs du libéralisme : économie de marché, capitalisme, propriété privée... L'Etat doit défendre les libertés démocratiques, garantir plus de justice sociale afin d'améliorer le sort des travailleurs, selon la doctrine : « le marché autant que possible, l'intervention publique autant que nécessaire. »

Ce nouveau programme a pour objectif la mise en place d'une économie sociale de marché, reposant sur la cogestion des entreprises entre les travailleurs et les patrons. Sur le plan international, le SPD accepte l'adhésion de la RFA au bloc occidentale et à l'OTAN. Cette réorientation politique permet au SPD d'élargir sa base politique et donc de progresser aux élections.

En 1966, une coalition entre la CDU et le SPD remporte les élections. Willy Brandt devient ministre des affaires étrangères, le SPD gagne alors en légitimité et est désormais perçu comme un potentiel parti de gouvernement. C'est en 1969 que Willy Brandt finit par devenir chancelier jusqu'en 1974. Ensuite, c'est Helmut Schmidt, toujours membre du SPD, qui exerce cette fonction jusqu'en 1982. Au cours de cette période, le SPD conduit des réformes importantes : extension de la cogestion aux entreprises plus de 1 000 salariés, amélioration de la protection sociale, libéralisation du droit (divorce simplifié, dépenalisation de l'homosexualité, libéralisation de l'avortement)... Cette période est perçue comme l'apogée du modèle social-démocrate.

Sur le plan international, Willy Brandt mène une politique de rapprochement avec la RDA, l'*Ostpolitik*. Mais, la crise des années 70 prive le SPD des moyens financiers pour poursuivre les réformes sociales et le chancelier Schmidt s'efforce de préserver au mieux les



acquis sociaux. C'est aussi une période de remise en cause pour le SPD : ses sympathisants ont atteint un bon niveau de vie et sont donc moins motivés par les idées de partage socialites, la situation économique conduit à un réalisme économique de la part du SPD qui déçoit ses électeurs.

L'évolution du SPD vers le libéralisme provoque le développement d'une Opposition non-parlementaire (APO - Außerparlamentarische Opposition) bien implantée chez les étudiants. Certains de ses membres basculent vers le terrorisme d'extrême-gauche (RAF-Rote Armee Fraktion/Fraction Armée Rouge) et multiplient les actions violentes contre les symboles du capitalisme. (assassinat du président de la Deutsche Bank) Le SPD réprime durement ce terrorisme mais consacre ainsi la rupture avec une partie de la jeunesse et avec l'extrême-gauche. Le SPD perd alors le pouvoir en 1982 au profit des libéraux et des chrétiens-démocrates.

Côté syndicale, en 1949, est fondée la Confédération Allemande des Syndicats (DGB – Deutscher Gewerkschaftsbund), proche du SPD même si elle se déclare politiquement neutre. Cette confédération rassemble des syndicats organisés par branches d'activités. Ce mouvement syndical est particulièrement attaché au dialogue social et ne recourt à la grève que de façon exceptionnelle. Cette attitude lui permet d'obtenir la cogestion des entreprises à partir de 1952 (droit de regard sur les décisions des entreprises concernant les salariés, représentants des salariés à parité avec les représentants des actionnaires au sein des conseils de surveillance des sociétés minière et sidérurgique, tiers des sièges au sein des conseils de surveillance des sociétés par actions réservé aux salariés) ce qui constitue la base de l'économie sociale de marché mis en place en RFA et contribue largement au miracle économique allemand, Wirtschaftswunder.

La cogestion permet obtenir l'amélioration des conditions de travail au prix de l'abandon de l'idée de la lutte syndicale (1966, abandon de toute référence à la lutte des classes). La DGB bénéficie d'une large audience auprès des travailleurs (6,7 millions d'adhérents soit un tiers des salariés en 1970) en raison d'une offre de services importantes (coopératives de consommation, compagnies d'assurances, banques...) et d'une réelle richesse lui permettant de menacer le patronat de grèves longues.

Mais, la domination de la DGB n'est pas totale. En 1955, les syndicalistes chrétiens quittent la DGB mais conservent l'orientation réformiste. Puis, dans les années 80, la syndicalisation recule en raison de difficultés de recrutement auprès des jeunes et des femmes ainsi que du développement de la mondialisation qui affaiblit le pouvoir des syndicats et donc leur crédibilité. Malgré tout, le taux de syndicalisation en Allemagne reste très supérieur à celui du reste de l'Europe occidentale.

*En Allemagne de l'Ouest, le SPD peut mettre en œuvre son programme social-démocrate avec un certain succès. Cependant, la crise économique des années 70 remet en cause ce programme. Que se passe-t-il au même moment de l'autre côté de l'Allemagne, en RDA ?*

## B. En RDA, la mise en œuvre du communisme.

Dès la fin de la guerre, les Soviétiques poussent les anciens membres du KPD à prendre le pouvoir. En avril 1946, les sociaux-démocrates sont contraints de fusionner avec les communistes dans le Parti Socialiste Unifié (SED - Sozialistische Einheitspartei Deutschlands) construit selon le modèle du Parti Communiste Soviétique. Le capitalisme est rapidement supprimé par l'expropriation des terres et l'étatisation des entreprises, entre 1945 et 1947, dans le cadre de la dénazification.

En 1949, lors de la création de la RDA, le SED devient le seul parti en RDA afin de construire le « socialisme réel », reprenant l'héritage de la gauche communiste allemande et le

modèle soviétique. Un semblant de démocratie est maintenu (élections au suffrage universel, reconnaissance des libertés fondamentales des individus : conscience, parole, réunion ainsi que des droits sociaux : loisirs, construction, travail) mais la réalité du pouvoir est détenu par le SED qui noyauté l'appareil d'Etat et fournit au régime ses principaux cadres dirigeants (Walter Ulbricht au pouvoir de 1950 à 1971, Erich Honecker de 1971 à 1989, à la fois secrétaire général du SED et président du Conseil d'Etat).

Le parti unique organise un contrôle totalitaire sur la population grâce à des organisations de masse encadrant la société : jeunesse libre allemande (FDJ - *Freie Deutsche Jugend*), confédération des femmes allemandes, société d'amitié avec l'Union soviétique... Ces organisations offrent au SED le monopole de la scolarisation, de la politique culturelle, des vacances... Les syndicats organisés par branches industrielles sont rassemblés dans la Fédération Libre des Syndicats Allemands (FDGB - *Freie Deutsche Gewerkschaftsbund*) soumise au SED. La FDGB vise moins à défendre les droits des travailleurs qu'à stimuler la productivité et à éviter les revendications salariales (droit de grève supprimé en 1961). La population est surveillée de près par la STASI, créée en 1950 et forte de 90 000 fonctionnaires et de 170 000 informateurs, qui réprime toute opposition. Cependant, la domination du SED n'est pas sans provoquer certaines oppositions.

Tout d'abord, en juin 1953, l'augmentation des cadences imposée par Moscou sans augmentation de salaire provoque le soulèvement des ouvriers, dans le contexte de la mort de Staline. Les travailleurs réclament la démocratie dans les entreprises, l'organisation d'élections libres et la réunification de l'Allemagne. Avec l'aide des chars soviétiques, le SED écrase ce soulèvement.

Par la suite, les Allemands de l'Est « votent avec leurs pieds » en fuyant vers l'Europe de l'Ouest (3 millions entre 1947 et 1961), ce à quoi le SED répond en édifiant le mur de Berlin en 1961. Les résultats économiques médiocres à partir des années 70 et le développement des inégalités entre la majorité de la population et les cadres du parti renforcent la contestation du régime. Cette dernière s'accroît avec les réformes entreprises par Gorbatchev en URSS à partir de 1986 car le SED s'oppose à toute évolution qui risquerait de déstabiliser le régime. A l'automne 1989, des manifestations conduisent à la chute du régime, symbolisée par la destruction du mur de Berlin le 9 novembre.

*En RDA, le mouvement ouvrier est mis au service du régime communiste, mettant de côté la justice et le progrès social. Cependant, ce choix conduit à l'effondrement du régime communiste puis à l'unification de l'Allemagne, sous domination occidentale.*

## C. Le mouvement ouvrier après la réunification.

Après la chute du communisme en RDA, des élections libres sont organisées à l'Est, le 18 mars 1990, et consacrent la victoire d'une coalition de trois partis, comprenant les Chrétiens démocrates qui obtiennent 48%, le SPD qui n'obtient que 21,8% des voix et le Parti du Socialisme Démocratique (PDS - *Partei des Demokratischen Sozialismus*) qui remplace le SED que 16,3%.

La CDU bénéficie de la victoire contre la dictature communiste tandis que le PDS est encore perçu comme héritier de la RDA et que le SPD paye ses hésitations quant à la réunification et à la politique économique à choisir. Dans le même temps, le FDGB communiste s'autodissout et ses membres rejoignent la DGB, liée au SPD.

De 1990 à 1998, le SPD se trouve dans l'opposition. Pour reconquérir le pouvoir, le SPD modifie son discours socialdémocrate en acceptant la privatisation de l'économie et en développant de nouveaux thèmes autour du droit des femmes ou de l'environnement. C'est d'ailleurs à la tête d'une coalition avec les Ecologistes que le SPD retrouve le pouvoir, en 1998.

Le gouvernement SPD de Gerhard Schröder vote des lois écologiques et sociales mais doit faire face à la nécessité de lutter contre le chômage et contre les effets négatifs de la mondialisation. Il décide alors, en 2005, de renforcer la compétitivité de l'économie allemande au dépend de son modèle social. Ce programme de réformes libérales, connu sous le nom d'Agenda 2010 ou lois Hartz, du nom de Peter Harz président de la commission des réformes, libéralise les conditions de travail et réduit les dépenses sociales (réforme des retraites, remise en cause de l'État providence notamment pour l'assurance maladie...).

Cette politique provoque une forte opposition de la part des syndicats et d'une partie du SPD qui lui reproche de renier la social-démocratie. A l'opposé, la droite salue les mesures prises par le gouvernement Schröder car elles ont renforcé la compétitivité de l'économie allemande. Cela montre à la fois un effacement du clivage droite-gauche mais aussi une crise idéologique au sein de SPD qui se manifeste par une multiplication des partis à la gauche du SPD. En 2005, des militants déçus du SPD et des syndicalistes fondent l'Alternative Electorale Travail et Justice Sociale (WASG – *Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit*). Dans le même temps, le PDS, héritier du SED, change de nom et devient le Parti de Gauche (*Linkpartei*). En 2007, WASG et le *Linkpartei* fusionne pour former La Gauche (Die Linke), un mouvement antilibéral proche des communistes. Aux élections de 2009, *Die Linke* obtient 12% des voix contre 23% pour le SPD.

Après la réunification allemande, la situation de la DGB est difficile. L'économie post-industrielle qui se met en place, l'essor des classes moyennes, l'apparition de nouvelles préoccupations non liées au travail et le recul de l'idéal de solidarité réduisent le recrutement de la Confédération syndicale : elle passe de 12 millions d'adhérents en 1991 à 7 millions en 2004. S'ajoute à cela la politique menée par le SPD, entre 1998 et 2005, dont elle est proche, et qui provoque de nombreuses grèves organisées pour protester contre la perte des acquis sociaux. Cependant, le syndicalisme allemand reste puissant par rapport aux autres syndicalismes européens.

*Entre 1945 et 1990, le mouvement ouvrier allemand connaît deux évolutions différentes selon que l'on se situe en zone occidentale ou en zone orientale. D'un côté, la social-démocratie est mise en œuvre, de l'autre c'est le communisme soviétique qui est imposé. En 1989, la RDA chute puis est absorbée par la RFA. Dans l'Allemagne réunifiée, une recomposition des forces du mouvement ouvrier s'effectue. Que se passe-t-il dans le reste de l'Europe, entre 1875 et aujourd'hui ?*

#### IV. Socialisme, communisme et syndicalisme en Europe.

*Le mouvement ouvrier européen connaît des évolutions assez similaires à celles du mouvement ouvrier allemand. Avant 1914-1918, les premiers syndicats et partis se mettent en place. Après 1918, ils se divisent entre mouvements socialistes et mouvements communistes. Enfin, après 1989, une recomposition a lieu.*

##### A. La situation en Europe avant la Première Guerre mondiale.

L'industrialisation de l'Europe conduit au développement du monde ouvrier qui revendique la fin des abus de la société libérale (salaires bas, longue journée de travail, travail des enfants, mauvaises conditions de vie...) et une société plus juste. Cette revendication s'incarne rapidement dans l'idéologie socialiste, en particulier dans sa version marxiste définie en 1848 dans *Le manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. Elle repose sur l'existence d'une lutte des classes entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat exploité qui doit déboucher sur la victoire du prolétariat et sur la mise en place d'une société sans classes sociales. C'est dans cette optique que, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, se multiplient les

revendications ouvrières débouchant parfois sur des grèves. Après 1870, les ouvriers se regroupent dans des syndicats eux-mêmes rassemblés dans de vastes confédérations destinées à obtenir la satisfaction de leurs revendications sur les conditions de travail et de vie. Sur le plan politique, la démocratisation des sociétés européennes permet l'apparition d'organisations politiques défendant les intérêts des travailleurs. Ces différentes organisations se rassemblent dans la Première Internationale, fondée en 1864. Cependant, deux types de partis politiques se mettent en place : d'un côté des partis révolutionnaires ou communistes refusant la participation à la vie politique au profit de la préparation d'une révolution violente, de l'autre des partis réformistes ou socialistes participant aux élections pour améliorer le sort des ouvriers par la loi.

Entre parti et syndicat, les relations varient. En Allemagne, une unité précoce du mouvement social se met en place, entre le SPD et les syndicats « libres ». Cette union permet à la social-démocratie allemande d'obtenir une législation sociale avancée et de devenir un modèle pour les autres mouvements ouvriers européens. Par contre, dans d'autres pays, comme en France et en Angleterre, les syndicats ne sont pas soumis à un parti politique. Au Royaume-Uni, le parti travailliste, ou Labour Party, est lié aux syndicats. En France, le syndicalisme est majoritairement hostile à l'action parlementaire et se tient à l'écart de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière).

*Entre 1848 et 1914, le mouvement ouvrier s'organise pour améliorer ses conditions de vie mais des différences apparaissent au sujet des moyens à employer pour atteindre cet objectif. La Première Guerre mondiale va accroître ces différences.*

## B. La situation après la Première Guerre mondiale.

La Première Guerre mondiale va renforcer les divisions dans le mouvement ouvrier. En effet, la Deuxième Internationale, fondée en 1889 et qui regroupait tous les partis socialistes, a échoué à empêcher la guerre. Pire, les partis socialistes européens adhèrent à des gouvernements d'union nationale soutenant l'effort de guerre. De plus, la révolution russe de 1917 permet la prise de pouvoir des communistes qui cherchent à diffuser le modèle révolutionnaire communiste en fondant la Troisième Internationale. Partis et syndicats se divisent entre socialistes et communistes : rupture de la SFIO et du PCF au congrès de Tours en 1920 et du PCI (Parti communiste italien) à Livourne en 1921.

Face à la montée du fascisme en Europe, les partis socialistes et communistes peinent à s'allier. Dans un premier temps, l'URSS de Staline encourage la lutte contre le socialisme au nom de la stratégie « classe contre classe » considérant les partis socialistes comme des partis bourgeois. Cette attitude facilite l'arrivée au pouvoir des fascistes en Italie et des nazis en Allemagne. Mais, à partir de 1934, Staline change de stratégie pour encourager la mise en place de « fronts populaires » contre le fascisme en Espagne et en France. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les partis et syndicats socialistes comme communistes luttent contre le fascisme qui cherche à les éliminer et à les remplacer par des partis uniques et des organisations corporatives soumises à ces partis.

*La Première Guerre mondiale et la Révolution bolchévique en Russie divisent le mouvement ouvrier en deux courants qui s'opposent, facilitant la montée du fascisme. La Seconde Guerre mondiale encourage un rapprochement entre les deux courants.*

## C. La situation après la Seconde Guerre mondiale.

Pendant la Seconde guerre mondiale, partis socialistes et communistes s'allient pour lutter contre le fascisme, payant un lourd tribut à la résistance. Malgré ce rapprochement contre un ennemi commun, le fossé entre socialistes et communistes se creuse encore plus

après 1945. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, les partis socialistes européens participent à la mise en place d'Etat-providence (Grande-Bretagne, France) et s'éloignent assez vite de l'idéologie révolutionnaire dans le contexte de la guerre froide. Par exemple, en Grande-Bretagne, en France et en Espagne, le capitalisme libéral et l'économie de marché sont acceptés par les partis socialistes. L'évolution est différente pour les partis communistes. Très puissants à la sortie de la guerre, ils participent à la reconstruction jusqu'en 1947. A cette date, lorsque la guerre froide éclate, à l'ouest, ils entrent dans l'opposition et s'alignent sur l'URSS tandis que, à l'est, ils deviennent les seuls partis autorisés et mettent en place les démocraties populaires.

A partir des années 1970, le système communiste se sclérose permettant l'apparition de syndicats libres, comme Solidarité (*Solidarnosc*) en Pologne, et le développement de mouvements de contestation au sein de la population. Devant cette situation, les partis communistes occidentaux prennent leur distance avec le modèle soviétique. Les partis socialistes réformistes de l'ouest poursuivent leur participation à la vie politique (SPD de 1969 à 1982, PS en France de 1981 à 1995...) mais ils adoptent, en raison de la crise, une politique moins sociale (tournant de la rigueur en France en 1983, politique de Schröder entre 2002 et 2005, gouvernement de Tony Blair au Royaume-Uni de 1997 à 2007). La chute du communisme, en 1989, conduit à la disparition des partis communistes d'Europe de l'Est mais ils se reconstituent sous d'autres noms et, en Europe de l'Ouest, les déçus du socialisme fondent des partis plus radicaux (*Die Linke* en Allemagne, le Parti de Gauche ou le NPA en France...). Sur le plan syndical, l'enrichissement des sociétés, la diminution des effectifs ouvriers et l'échec du modèle soviétique favorisent un certain effondrement des effectifs à partir des années 1990. Cependant, les syndicats restent encore assez actifs dans les pays où ils ont été longtemps liés à des partis politiques (CGT et PCF en France, CGIL et PCI en Italie, DGB et SPD en Allemagne).

*De 1875 à nos jours, le mouvement ouvrier allemand va s'organiser au gré des événements politiques que connaît le pays. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, apparaissent les premiers partis et syndicats ouvriers cherchant à améliorer la vie des prolétaires dans un système libéral les exploitant. La Première Guerre mondiale va provoquer une scission entre deux courants ouvriers : d'un côté les réformateurs ou socialistes, de l'autre les révolutionnaires ou communistes. Ces deux mouvements s'opposent pour obtenir le soutien des ouvriers. Le contrôle nazi puis la Seconde Guerre mondiale affaiblissent le mouvement ouvrier et encouragent un rapprochement entre les deux tendances mais la guerre froide, qui lui succède, impose une rupture forte dans le mouvement ouvrier. Il faut attendre la fin de la RDA pour assister à une réorganisation du mouvement ouvrier autour d'un pôle socialiste majoritaire et d'un pôle plus radical mais minoritaire. Cette évolution est assez similaire dans le reste de l'Europe à la même période.*

*Avec recul de l'industrie, en Europe, l'influence des syndicats et des partis ouvriers a fortement reculé. Sur quelles valeurs et sur quel projet ces mouvements s'appuient-ils aujourd'hui pour conserver un rôle politique et social ?*